

GRAFFICI



EXPLORAMER : POURQUOI UN FREIN AUX REQUINS?

SEPTEMBRE 2024



Photo: AdobeStock

CHRONIQUE ENVIRONNEMENT

Nos villages et l'eau : savoir s'adapter

CULTURE

L'étoile taillée, une petite pépite en orbite

HISTOIRE

L'amour de la Gaspésie pour ses bleuets



PUBLIREPORTAGE

Contrats d'intégration au travail (CIT) : essentiels pour le marché de l'emploi

Ce programme est nécessaire parce que la culture au Québec n'est pas totalement inclusive. Des personnes handicapées vivent de la discrimination. Il faut encore contrer les **préjugés**.

La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT), confirme que certains employeurs et certaines employeuses tendent à percevoir les personnes ayant des incapacités comme étant **moins productives, moins compétentes, voire sans potentiel** pour le travail, comparativement aux personnes n'ayant pas d'incapacité. Les personnes handicapées nécessiteraient **des coûts de santé et d'assurance élevés** et présenteraient un **fort taux d'absentéisme**.

CAPACITISME: Idée que les personnes handicapées ont moins de valeur que les personnes sans handicap - Encyclopédie canadienne.

DISCRIMINATION: Traitement différencié et inégalitaire qui prive une personne ou un groupe social de libertés ou de droits reconnus aux autres membres de la société, généralement en raison de caractéristiques personnelles - Office québécois de la langue française (OQLF).

DIGNITÉ HUMAINE : Valeur intrinsèque et absolue de chaque personne physique, laquelle valeur fonde tant le profond respect qui lui est dû en raison de ses attributs fondamentaux, que les droits et liberté fondamentaux de la personne, notamment les droits de la personnalité - OQLF.

En 2023-2024, une étude (Centre d'initiation à la recherche d'aide au développement durable (CIRADD), à paraître) a été réalisée afin de comprendre de quelle façon la mobilité est vécue par des personnes en situation de handicap sur le territoire de la Gaspésie-Les Îles (GÎM). Les résultats révèlent que plusieurs injustices différentes peuvent être subies

sur le lieu de travail par les personnes en situation de handicap (PSH).

On y apprend également qu'il y a une surreprésentation des femmes parmi les PSH. La discussion sur les résultats mentionne que «l'emploi influence le sentiment d'intégration ou de valorisation sociale» et que, parmi l'échantillon, une plus faible proportion (38,5%) est en situation d'emploi en GÎM lorsque comparée à la moyenne pour le Québec (54,7%).

En Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine, une personne sans incapacité qui veut obtenir de l'aide à l'emploi va recevoir des services dans un délai d'une semaine ou deux, au plus. Pour une personne avec incapacités, **c'est 52 semaines d'attente minimum**.

Cette inégalité va au contraire de la Charte canadienne des droits et libertés et de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne.

MOBILISATION CITOYENNE

La situation sociale et économique de notre territoire nécessite que le **Gouvernement du Québec finance, sans délai, les contrats d'intégration au travail à la hauteur des besoins réels** des personnes handicapées qui veulent s'épanouir.

Vous êtes invités à soutenir la cause et à faire connaître votre indignation, de façon pacifique et diplomate, à vos député(e)s, provincial(e) et fédéral(e). Puisque, selon le provincial, c'est la faute des transferts fédéraux.

Le Regroupement des Associations des personnes handicapées de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (RAPHGÎ) regroupe et soutient les organismes qui œuvrent auprès des personnes handicapées et de leurs proches afin d'agir ensemble pour la défense collective de leurs droits et la promotion de leurs intérêts.

Si jamais, tu ne vas pas bien, gêne-toi pas et compose 811 (Info-Santé)

Les coupes du ministère de l'Emploi du Québec et de la Solidarité sociale affectent les personnes handicapées



Le contrat d'intégration au travail (CIT) offre une aide financière aux employeurs et employeuses qui embauchent des personnes handicapées. L'objectif fondamental du contrat d'intégration au travail est de permettre à ces humains de trouver un emploi qui corresponde à leurs capacités **sans les confronter indûment à leurs incapacités**.

C'est la seule mesure disponible dans la région afin de favoriser le maintien de personnes handicapées sur le marché du travail.

Le budget de ce programme a été coupé de plus de 20 %, en plus de retirer le droit au Service externe de main-d'œuvre Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (SEMO GÎM) de pouvoir octroyer de nouvelles subventions.

Entente initiale : 70 CIT disponibles pour la région

Nouvelle directive au 1^{er} avril : seulement 24 CIT ont pu être complétés.

En plus, des diminutions du pourcentage de subvention de tous les contrats actifs, d'au minimum 5 %, sont en vigueur. La pression est maintenant sur les employeurs et employeuses. Des décisions difficiles devront être prises par ceux et celles qui n'ont pas l'aisance financière pour combler la coupe gouvernementale.

Pas d'augmentation salariale.

Réduction du nombre d'heures ou de semaines de travail.

Les impacts de ces nouvelles directives affectent grandement la possibilité d'intégration en emploi des participant(e)s. Il existe actuellement au SEMO GÎM une liste d'attente de personnes qui pourraient intégrer le marché du travail. Selon les estimations, aucune nouvelle subvention ne sera octroyée avant 2026, au minimum.

L'incertitude de ne pas trouver un emploi convenable ou de risquer de perdre son emploi actuel crée de l'anxiété. Les répercussions négatives, palpables sur le terrain, vont à l'encontre des objectifs de la Politique gouvernementale pour accroître la participation sociale des personnes handicapées : À part entière : pour un véritable exercice du droit à l'égalité.

L'État ne peut se désengager de ses responsabilités particulières relatives à l'intégration professionnelle des personnes handicapées adoptées dans la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale* (Chapitre E-20.1).

Depuis 1988, le SEMO GÎM travaille au développement de l'employabilité, à l'accompagnement vers le milieu de travail et au maintien en emploi des personnes handicapées.

Nous représentons des humains qui désirent contribuer à la société et être des membres actifs de leur communauté en travaillant.

Quand l'approche populationnelle nuit aux régions rurales



GILLES GAGNÉ
ÉDITORIALISTE

Dans la plupart des postes budgétaires gouvernementaux, « l'approche populationnelle », c'est-à-dire la distribution des fonds ou du personnel en fonction de la répartition de la population sur le territoire québécois ou canadien, prévaut dans les décisions étatiques.

Certains observateurs jugent cette approche légitime, par souci « d'équité ». Le nombre de « dollars par habitant » doit prévaloir, selon eux; une sorte de pensée magique selon laquelle les besoins citoyens seraient uniformément répartis et l'ensemble des actions passées auraient été bien avisées. Ces décisions auraient conséquemment donné des résultats homogènes.

Si cette logique arithmétique semble parfois tenir la route au premier regard, elle est souvent simpliste à outrance et elle est carrément injuste dans certains secteurs, laissés pour compte en matière de développement. La culture constitue un bel exemple de déséquilibre découlant de cette approche populationnelle.

Il est irresponsable d'exclure le contexte quand on analyse un budget, de faire abstraction de la façon avec laquelle une communauté peut être frappée par une crise, une fermeture d'usine, l'incurie de politiques passées, comme celle de la fermeture de villages, ou les préjugés par rapport au potentiel des communautés rurales. Ce type d'errance constitue souvent le déclencheur du lent effritement des services dans ces communautés.

Dans la vraie vie, tous ces facteurs se juxtaposent pour dicter une réflexion et l'adoption de mesures très différentes de celles prônées selon l'approche populationnelle. Ça demande toutefois davantage de réflexion, et cet effort ne rime pas toujours bien avec la nature humaine.

Ce manque d'égard vis-à-vis le contexte général crée des situations éminemment déséquilibrées. Si on fait jusqu'à un certain point abstraction de l'argent, l'approche populationnelle dans la préparation des cartes électorales a créé des circonscriptions rurales démesurément grandes, sous-desservies en matière de ministères, et trop vastes pour une seule personne devant de surcroît se rendre à Québec ou à Ottawa une fois par semaine!

La vraie question de l'équité

Il y a une trentaine d'années, certains chantres du développement urbain prônaient que la distribution des deniers publics se fasse en fonction des taxes perçues dans chaque région.

Il va sans dire que cette approche était particulièrement bancale et inéquitable. Ainsi, la firme Alcan, dont presque toutes les activités économiques de production d'aluminium étaient générées au Saguenay, au Lac-Saint-Jean et à Shawinigan, en Mauricie, envoyait ses remises au gouvernement à partir de son siège social de Montréal, ville d'où émanait artificiellement les taxes générées par le métal gris.

Le même phénomène se reproduisait pour la majorité des

entreprises de pâtes et papiers et de bois d'œuvre, de même que pour les sociétés minières, malgré l'infime proportion de leurs activités se déroulant dans la métropole.

À l'inverse, si les gens des régions rurales avaient historiquement décidé de pousser cette approche arithmétique jusqu'au bout, en tenant compte du partage des ressources naturelles, ce modèle aurait désavantagé considérablement Montréal, même si les chèques de remises d'impôt émanaient de la métropole.

Imaginez si les revenus d'Hydro-Québec étaient redistribués en fonction de l'origine de la source d'électricité. Cette base de répartition rendrait démesurément riches la Côte-Nord, le Nord-du-Québec et la Mauricie.

Pensons à la forêt. Les principales sources de bois d'œuvre, de panneaux, de meubles sont essentiellement situées hors des grands centres.

Songons aux centaines de milliers de parents et d'étudiants de régions rurales qui, annuellement, se saignent financièrement à blanc pour faire vivre les universités en milieu urbain, alors que les meneurs de ces mêmes régions réclament avec raison une plus grande variété de programmes académiques, ou un programme académique universitaire tout court, pour donner un choix à la jeunesse.

Misons sur la solidarité

La solidarité constitue généralement le fondement des sociétés les plus égalitaires, celles où l'indice de bonheur est le plus élevé. Pourquoi se démener à ce point dans la vie si ce n'est pas pour être heureux?

« La solidarité constitue généralement le fondement des sociétés les plus égalitaires, celles où l'indice de bonheur est le plus élevé. »

Les élus de milieux urbains favorisent souvent l'approche populationnelle parce qu'elle les favorise. En culture par exemple, il existe peu ou pas de sièges sociaux de grandes compagnies ou de grandes organisations dans les régions rurales, ce qui tend à diminuer l'ampleur et la diversité des sources de financement d'événements culturels. Il suffit de regarder les noms de compagnies accolés aux grands événements de Québec ou de Montréal pour comprendre la contribution des partenaires privés et publics majeurs dans ce type de financement.

Dans les régions rurales, l'huile de bras constitue souvent le premier investissement, et cette énergie, si on veut éviter l'épuisement, a conséquemment besoin d'une plus grande part de deniers publics pour perpétuer les événements et les lieux de diffusion. L'approche populationnelle empêche souvent la concrétisation de cette aide.

Or, l'épanouissement des régions, qui semble si importantes quand on écoute les ministres en visite ici, serait plus dynamique si on affranchissait les territoires du bête calcul des enveloppes *per capita*.

Certaines personnes feront valoir qu'en culture, la Gaspésie est l'une des quatre régions à avoir bénéficié d'un Espace bleu, une idée en phase terminale. Ainsi, le concept de la villa Frede-

rick-James de Percé reste à définir. Si tout le monde s'entend sur le fait qu'il était urgent de sauver la demeure datant de 1888, que 25,5 millions de dollars aient été consacrés à un seul projet en attente de vocation, dans un édifice placé sur un bunker extravagant de béton, ne place pas la Gaspésie dans une position privilégiée en culture.

Où tracer la ligne?

Nous attendons des décisions éclairées des pouvoirs publics. Loin d'être la norme, l'approche populationnelle devrait être utilisée avec réserve, en fonction des contextes spécifiques, comme les cycles économiques.

Il faut bien sûr un financement de base afin d'assurer une stabilité au sein des équipes muséales et d'animation culturelle. Mais il est parfois nécessaire d'appuyer ce qu'il est convenu d'appeler « l'écosystème » afin de s'assurer de sa plus grande autonomie.

Par exemple, il existe un nombre important de personnes tirant leurs revenus des arts visuels en Gaspésie. Il y a des galeries, des ateliers-boutiques, le centre régional de création Vaste et vague, de Carleton-sur-Mer. Il n'existe toutefois aucun musée d'arts visuels bien appuyé financièrement en Gaspésie, l'une des seules régions au Québec à ne pas compter sur cet atout.

Il manque conséquemment un élément important pour que cet écosystème soit plus autonome. Un musée d'arts visuels se traduit par la présence de collections et d'achat d'œuvres, une pierre d'assise fondamentale pour ce secteur. Peu d'incitatifs favorisent la collection d'œuvres d'art dans la région.

Certains défenseurs de l'action gouvernementale diront, statistiques à l'appui, que la distribution des budgets, notamment en culture, tient compte d'éléments de péréquation régionale, de critères tenant notamment compte des distances entre Montréal, Québec et les autres régions. Il est toutefois évident qu'un peu plus d'audace et une analyse plus fine seraient bienvenues, en culture et dans d'autres secteurs.



Contactez notre sympathique représentante publicitaire pour réserver un espace dans l'une de nos publications ou sur notre site web

GRAFFICI
L'INCONTURNABLE EN GASPÉSIE

→ **Sophie I. GAGNON**
418 392-1658 | publicite@GRAFFICI.ca

Le temps des « beluets »

SAINT-ELZÉAR | C'est à peu près « à c'temps-citte » - même un brin plus tôt dans la saison - que les « beluets » se mettent à abonder dans l'arrière-pays de notre bout de baie. Nos ancêtres le savaient et, en famille, récoltaient ce petit fruit qui pousse là où les forêts ont brûlé pour profiter de ses vertus médicinales et gustatives. Dans quelques villages, on poussa l'audace jusqu'à le commercialiser et l'exploiter à plus grande échelle. Hommage à ce petit bouton bleu bien présent dans la région gaspésienne.



Louissette Henry et ses petites-filles cueillent le bleuët à Saint-Elzéar, en 2017.



CAMILLIA BUENESTADO PILON
CHRONIQUEUSE

Les origines du bleuët

Le bleuët, ou *Vaccinium* (une famille issue des Éricacées comprenant plus de 450 espèces), fait partie de la grande famille des myrtilles et des airelles. En Gaspésie, on retrouve surtout deux espèces de bleuët sauvage (*Vaccinium myrtilloides* ou *Vaccinium angustifolium*). Celui-ci se rencontre particulièrement dans les forêts ayant subi une coupe ou un incendie récent, ou alors dans les bleuëtières aménagées. Quelques fermes produisent aussi du bleuët de corymbe, une autre variété cultivée.

Le bleuët fait partie des fruits sauvages du Québec qui peuvent être dégustés crus, cuisinés en desserts, ou transformés en vins et en confitures. En Gaspésie, il apparaît en août après la petite fraise des champs, la framboise et l'amélanche. De multiples fruits sauvages - certains moins connus - sont cueillis durant la période estivale par les Gaspésiens : le pimblina, la groseille, l'atoca, l'églantier... Cueilli en famille, le bleuët fait partie des nombreuses traditions culinaires observées par différentes populations gaspésiennes et constitue ainsi un véritable patrimoine.

Cueillir le *pguman*

Le *pguman*, ou bleuët sauvage, est un fruit sacré chez les Mi'gmaq. Certaines sous-espèces sont appréciées pour leur potentiel de régulation du taux de sucre dans le sang ainsi qu'à titre de traitement des infections urinaires. On se sert aussi des feuilles et des racines du plant pour traiter les rhumatismes. Le bleuët était aussi utilisé par les Mi'gmaq comme une source de subsistance d'urgence. Séché, on pouvait l'entreposer dans des souches d'arbres vidées, puis couvertes ou scellées avec de l'écorce de bouleau ou de la mousse pour éviter que les animaux puissent y accéder.

Cela créait une petite cache de bleuëts pour les chasseurs,

l'hiver. Les bleuets pouvaient également être réduits en sirop, étendus au soleil sur un morceau de bouleau, puis tournés et retournés pendant quelques heures. Au terme de ces opérations, on obtenait une petite « barre » de fruits entreposée dans des paniers pour l'hiver.

Les Mi'gmaq cueillent le *pguman* en plusieurs endroits en Gaspésie. À Gespeg, une montagne nommée *Blueberry mountain* était fréquentée par les Mi'gmaq. On récoltait les bleuets avec des paniers faits d'écorce de bouleau ou « carcajou », comme le nommait une aînée mi'gmaq. On rencontre toujours du bleuet sur les abords des rivières Matapédia et Cascapédia. Le père Pacifique de Valigny, missionnaire capucin à Listuguj, a d'ailleurs retracé plusieurs toponymes signalant la présence de ce petit fruit sur le territoire gaspésien.

Le bleuet chez les Acadiens

Dès l'arrivée des premiers Européens dans les provinces maritimes, dont les Acadiens, le bleuet attire la curiosité. On le consomme en vin et dans toutes sortes de desserts, comme les poutines (dont les poutines à trou, en sac, au pain ou poutine carreaütée). Mais attention, ici, « poutine » ne désigne pas la poutine que nous consommons aujourd'hui! Il s'agit plutôt d'une pâte cuite contenant un mélange de fruits comme le bleuet, la canneberge ou le raisin, et de sucre. Pour apprêter la poutine en sac, selon l'ethnologue Jean-Claude Dupont, « il s'agit d'étendre de la pâte et de la découper en quatre grosses galettes carrées sur lesquelles on dispose des morceaux de pommes séchées et des raisins secs, ou de la confiture de fraises, ou de framboises, ou de bleuets. On relève les coins des galettes pour recouvrir la confiture et on enveloppe cette pâtisserie en lui donnant la forme de boule dans un sac de coton blanc. Attacher ensuite le sac et le faire bouillir pendant deux heures dans un chaudron fermé. Une fois cuite, chaque boulette est développée et tranchée en rondelles. »

Les Gaspésiens d'origine acadienne ont fort probablement adapté ce terroir à leur goût!

Le fruit du feu

À l'état sauvage, le bleuet pousse particulièrement bien dans les territoires perturbés par le feu ou l'activité humaine. Or, plusieurs feux de forêt se sont abattus sur l'arrière-pays gaspésien, favorisant son émergence. En 1909, dû à un feu allumé par un colon, un incendie se propage en arrière des municipalités de Gascons, Port-Daniel, Shigawake, Saint-Godefroi, Paspébiac, New Carlisle, Bonaventure et New Richmond, détruisant « pour des centaines de milliers de piastres de bois », et affectant des hameaux entiers, selon un article de *La Patrie* du 15 juin 1909.

Puis, en 1924, l'un des plus grands feux de forêt de l'histoire de la Gaspésie se déclenche derrière les villages de Bonaventure à Port-Daniel, d'une superficie de 120 791 hectares. En 1937, un autre feu est recensé derrière Saint-Jogues. Puis, en 1995, le Grand feu de la Bonaventure, toujours dans l'arrière-pays, décime plus de 30 000 hectares.

Les forêts derrière Saint-Elzéar et Saint-Jogues ont ainsi représenté des terreaux fertiles à la culture du bleuet, propices à l'aménagement de bleuetières.

Nos deux bleuetières

À Saint-Elzéar, une importante bleuetière de 3,5 km est en exploitation depuis le début des années 1990. Après la création de celle-ci par ses fondateurs Gaston Poirier et Elzéar Larocque, plusieurs propriétaires se sont succédé. En 1996, le projet vivote. En 1998, la bleuetière semble abandonnée mais elle est relancée en 2000 sous la raison



Gin conçu par la Distillerie des Marigots dans le cadre du centenaire de Saint-Elzéar, célébré en 2024.

sociale Bleuetière de Saint-Elzéar inc. Fait intéressant, selon le Plan d'affectation du territoire public de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la zone fait partie du territoire frappé d'une entente entre le gouvernement du Québec et la Nation mi'gmaq de Gespeg concernant la pratique des activités de piégeage à des fins alimentaires, rituelles ou sociales.

La zone était également fréquentée avant la création de la bleuetière par des aînés de l'endroit. Comme le spécifie Louisette Henry, une citoyenne, « au rang 10, les gens traversaient la rivière et montaient le cap du côté de Saint-Jogues » pour récolter à la main cette manne bleue.

Au début des années 2000, l'usine de congélation de Newport est convoitée pour l'entreposage des bleuets par diverses entreprises exploitant ce petit fruit. La compagnie Méga Bleu Inc., du Nouveau-Brunswick, est l'une des intéressées. Elle achetait déjà, en 2000, toute la production bleuetière de Saint-Elzéar, soit 300 000 livres. Finalement, l'usine est rachetée par les Bleuets sauvages du Québec et utilisée pour l'entreposage de bleuets issus de différentes régions de la province. Son implantation en territoire gaspésien attirera de petits producteurs qui font affaire avec la bannière. En 2007, 10 % des bleuets entreposés proviennent de la Gaspésie.

La bleuetière est toujours en opération aujourd'hui et appartient aux Bleuetières 2000 Inc., une compagnie implantée au Lac-Saint-Jean. En 2018, l'apiculteur John Forest place 250 ruches dans la bleuetière à des fins de pollinisation, ce qui augmente de 400 % la production de bleuets! La bleuetière a même fourni des fruits à la Distillerie des Marigots pour la création d'un gin en l'honneur du centenaire de Saint-Elzéar, célébré au cours de l'été.

À Saint-Elzéar, la culture du bleuet a d'ailleurs donné son nom à une route officialisée en 2020, la Route de la Bleuetière, qui a remplacé la défunte route de l'Est. Selon la Commission de toponymie du Québec, une « ancienne bleuetière » se trouve sur cette voie.

Le gouvernement du Québec a également établi une zone de 7,2 km² au nord de Saint-Jogues, dans le territoire non organisé Rivière-Bonaventure, pour un projet de bleuetière de type forêt-bleuet. Ce type d'aménagement consiste en des bandes de culture intensive du bleuet séparées par des corridors boisés. Des terres publiques ont été offertes par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs aux futurs producteurs de bleuets. Cette sous-zone fait aussi partie de l'entente entre les Mi'gmaq de Gespeg et le gouvernement du Québec.

La culture de ce petit bleu est ainsi bien vivante en Gaspésie. Cultivé de tous temps et apprécié pour ses multiples qualités, il est bien implanté dans le terroir culinaire gaspésien. Une petite douceur – peut-être la seule possible – héritée de catastrophes naturelles. Irez-vous aux « beluets » c't'année ?

Nos villages et l'eau: savoir s'adapter



JULIE REID FORGET
CHRONIQUEUSE

MONT-LOUIS | Depuis que je suis arrivée en Gaspésie, je demeure à l'affût de ce magnifique terrain ou de cette mignonne maison pour les années qui viennent. Certains d'entre vous ont déjà hérité d'une propriété des générations précédentes, soit sur le bord de la mer, soit dans la montagne ou encore sur le bord d'une de nos magnifiques rivières. En cherchant ce lieu, je demeure impressionnée de voir ce qui incombe comme recherche aux acheteurs et le risque porté par chacun d'entre nous face aux changements climatiques. Les

Gaspésiens doivent composer avec le risque de leurs rivières très sensibles aux inondations et aux glissements de terrain. De surcroît, nous avons ce golfe au nord, cette mer à l'est, cette baie au sud, qui montent tranquillement, mais sûrement. Chaque tempête nous vole un peu de territoire. Quelles sont les meilleures stratégies d'adaptation? Quelle part repose sur les épaules des propriétaires et des gouvernements?

Les inondations des rivières : un cadre normalisé

Les villages gaspésiens longent la mer et entrent dans l'arrière-pays le long des rivières à quelques kilomètres. Pour les résidents qui préfèrent la rivière à la mer, ils doivent composer avec les inondations printanières. Pour savoir si une maison est en

zone inondable, un acheteur peut consulter les cartes de zones inondables mises à jour par le ministère de l'Environnement, de la Lutte aux changements climatiques, de la Faune et des Parcs¹. En principe, il y a peu de maisons dans ces zones, mais avec l'augmentation des précipitations et des événements météorologiques extrêmes, les acheteurs ou les propriétaires actuels peuvent se questionner sur l'ampleur des crues dans les années à venir. Que devront-ils faire pour protéger leurs habitations de ces futurs événements plus intenses et fréquents?

Selon les données climatiques publiées par le Centre pour l'étude et la simulation du climat à l'échelle régionale (ESCER), ce sont déjà 20 mm de plus de pluie que la Gaspésie a reçus de 2010 à 2020 en moyenne. Le Québec est habitué aux inondations et dispose d'institutions assez robustes pour faire face à cet enjeu. Toutefois, la tempête Debby tombée sur le sud-ouest de



C crédit: Laboratoire de dynamique et de géoscience côtières de l'UQAR

La Chaire de recherche en géoscience côtière de l'UQAR aide à comprendre la sensibilité des régions côtières froides aux changements environnementaux afin d'en saisir leur évolution future. L'approche de recherche est basée sur des collaborations étroites entre les intervenants des différents paliers de gouvernement et des communautés côtières, ainsi que la compilation et l'intégration de bases de données multiples.

Nos recherches
aident *concrètement*

UQAR Université
du Québec
à Rimouski

la province le 9 août dernier nous a clairement démontré qu'il y a une nette différence entre 100 mm et 200 mm de pluie en 24 heures, notamment en matière de sécurité, de dommages et de dégâts (voir figure 1).

La montée de la mer : un nouveau cadre de prévention

Évidemment, la montée des eaux n'est pas un phénomène soudain, mais plutôt un phénomène lent qui se développe au fur et à mesure sans nous prendre par surprise, sauf dans les grandes tempêtes. En Gaspésie, les citoyens sont très éveillés aux aléas climatiques et à leurs effets sur son littoral. Les cas de la rue des Tournepierres à Maria ou de Rivière-au-Renard frappent d'ailleurs encore l'imaginaire gaspésien. C'est devant ces événements inédits et répétitifs que Carleton-sur-Mer, Maria, Bonaventure et New Richmond se sont mobilisées dans un projet de gouvernance participative et de résilience aux changements climatiques avec l'aide de plusieurs spécialistes de l'érosion côtière. Mais, est-ce que toutes les municipalités gaspésiennes sont aussi prêtes à faire face aux risques d'érosion ou de submersion côtière? Doivent-elles en faire davantage?

Le ministère de la Sécurité publique a produit une cartographie des zones de contraintes relatives à l'érosion côtière et aux mouvements de terrain² (voir figure 2) qui permet aux municipalités et aux propriétaires de maison de voir si leur propriété se trouve en zone de contrainte, proche ou relativement loin. En principe, ces cartes permettent aux municipalités de mettre à jour leurs plans d'urbanisme afin d'interdire de

nouvelles constructions dans ces zones. Mais qu'en est-il des propriétés actuelles? Et quels sont les recours d'aide technique ou financière?

La part du gouvernement, la part du propriétaire

Le gouvernement provincial a mis en place un Cadre pour la prévention des sinistres (CPS) depuis 2013. Le cadre permet d'offrir un soutien financier et/ou technique pour les municipalités et les municipalités régionales de comté (MRC) afin qu'elles puissent réaliser des analyses de risques ainsi que des travaux de prévention et d'atténuation des risques de sinistres. Le CPS couvre les risques liés à l'érosion et à la submersion côtières, aux inondations, aux glissements de terrain, aux tremblements de terre, aux risques industriels, aux feux de forêt et à certains aléas nordiques, notamment les avalanches. Si vous voulez savoir à quoi ressemble un tel processus, un document destiné aux citoyens fut publié par la municipalité de Sainte-Flavie en 2021, un projet pilote³.

Devant l'accélération de l'érosion côtière et ses impacts sur la sécurité publique, le gouvernement du Québec a pris la décision de s'organiser autrement pour entreprendre cette tâche inédite d'adaptation aux risques côtiers. Il a mis en place un nouveau Bureau de projets en érosion et submersion côtières regroupant les différentes responsabilités ministérielles : sécurité publique, affaires municipales, logement, environnement et transport. Plusieurs projets pilotes sont en cours pour bonifier l'intervention publique. Sainte-Anne-des-Monts est d'ailleurs un des projets pilotes qu'a financés le gouvernement du Québec.

L'adaptation de votre résidence : comment s'y prendre?

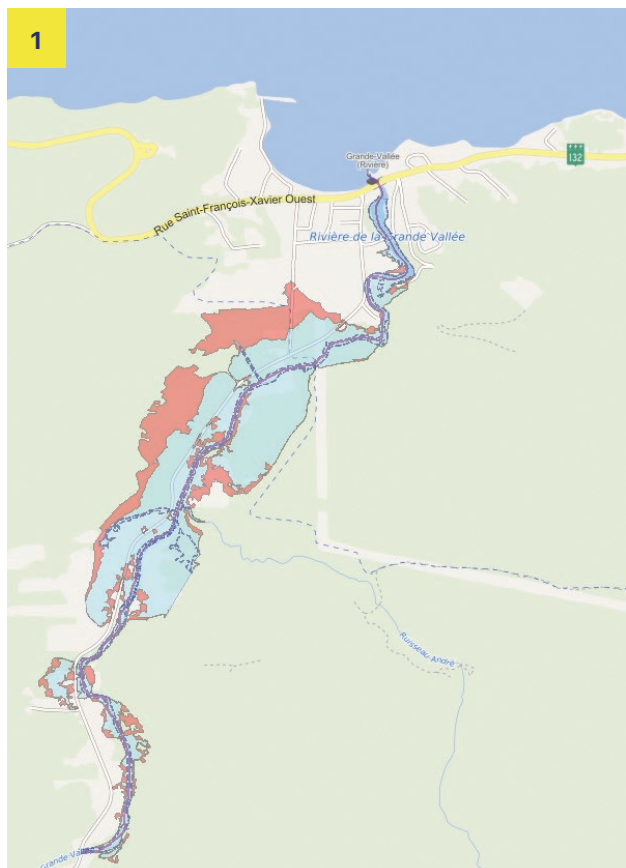
Malgré toutes ces initiatives, il est difficile pour le citoyen d'y voir clair. L'information est difficile à comprendre et à trouver. Comme nos propriétés sont des leviers financiers importants pour nos vieux jours, le propriétaire doit adapter la sienne pour qu'elle prenne de la valeur. Il serait important que ce nouveau

bureau rédige un guide pour savoir comment s'y retrouver. Déjà, plusieurs propriétés situées en zones côtières à risque ne trouvent pas preneur car, à ce stade-ci, tous savent que l'eau monte, que les tempêtes frappent. En plus, les propriétés sont plus difficiles à assurer. Pour certaines très à risque, il est possible que vous soyez le dernier propriétaire. La meilleure stratégie - peu importe si vous décidez de rester ou de vendre - est d'adapter votre résidence aux aléas côtiers, que ce soit par l'adaptation de votre maison, telle que son déplacement ou son rehaussement, ou encore la protection extérieure, notamment la « revégétalisation » de la propriété ou d'autres solutions naturelles favorisant la rétention des sols. Certains Gaspésiens en ont fait une carrière, notamment Philippe Sauvé, ingénieur côtier, sur qui le *GRAFFICI* s'est penché en juillet 2023⁴ (voir figure 3, de la page suivante).

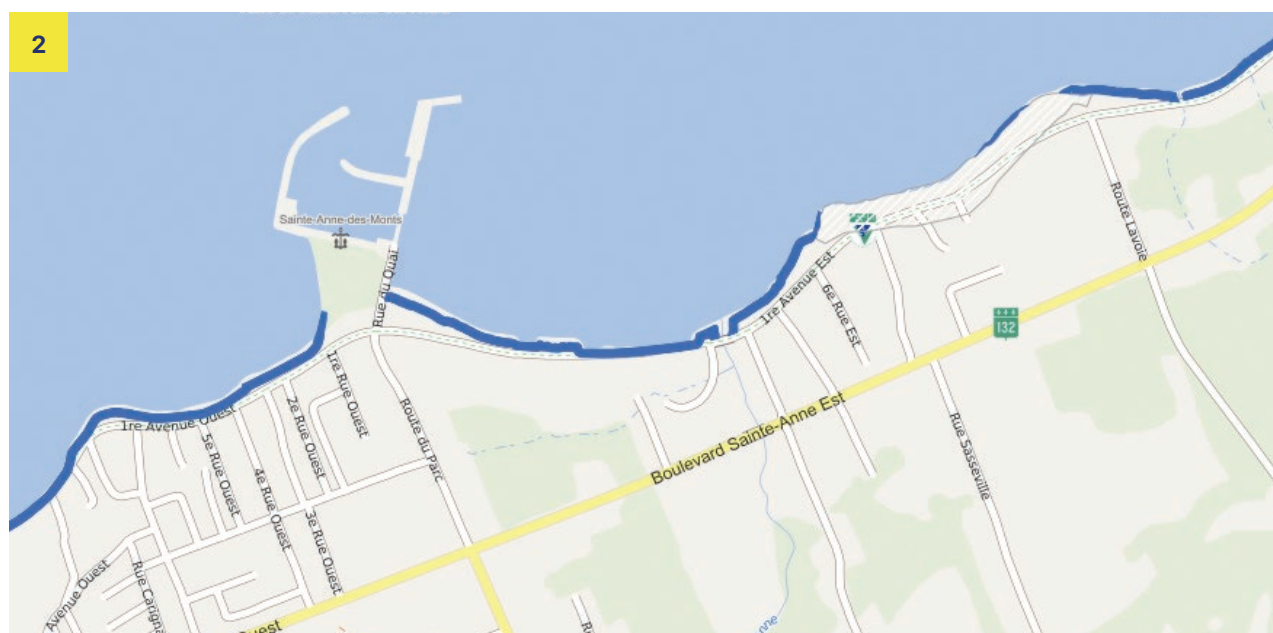
Et si l'investissement et les risques sont trop élevés?

Si vous ne voyez pas comment votre propriété peut être protégée avec des améliorations à un prix décent pour vos finances, il ne vous reste qu'à vous mobiliser, de même que vos voisins situés dans une telle zone à risque, pour demander un cadre de prévention des sinistres à votre municipalité. Peut-être que vous êtes plusieurs à avoir encore espoir que votre maison sera achetée à un prix qui couvrira votre prix d'achat et les investissements apportés à la propriété au fil du temps. Vous pouvez aussi la sous-louer à des touristes le plus longtemps possible afin de pouvoir recouvrer votre investissement. C'est compréhensible. Une maison, c'est un fonds de pension. C'est très sensible et il faut prendre la meilleure décision pour nous.

L'avantage d'un secteur immobilier capitaliste est que vous pouvez faire ce que vous voulez, ou presque, sur votre propriété et profiter des épisodes de spéculation pour augmenter votre fonds de pension. Mais, à l'inverse, lorsque les risques augmentent sur votre propriété, et que sa valeur baisse, vous assumez tous les risques et ses vices au moment de l'achat.



Un exemple de carte de zone inondable disponible sur le site web du gouvernement du Québec.



Un exemple de la carte des zones de contraintes d'érosion et de mouvements de terrain de la municipalité de Sainte-Anne-des-Monts.

Dans le cadre de changements climatiques, ceci demande un minimum de connaissances et de leadership à chaque propriétaire pour prévenir ses risques individualisés.

Attendre ou s'activer

Pour garder votre maison à tout prix, il faut avoir le goût de la rénovation. Un petit guide à l'intention des citoyens a été produit par Architecture Sans Frontières Québec pour que votre maison soit adaptée aux inondations⁵. Si vous pensez encore pouvoir vendre, vous attendrez encore. Si vous ne pouvez vendre, la solution demeure ce Cadre de prévention des sinistres, lequel prévoit une indemnisation maximum de 385 000 \$ pour une maison et 485 000 \$ pour un bâtiment commercial. Peut-être que d'attendre est aussi un risque : est-ce que nos gouvernements pourront indemniser tout le monde? Pour l'instant, l'argent est là, les municipalités gaspésiennes devraient en profiter.

1 Carte interactive des zones inondables. Gouvernement du Québec, 2024. Site web: <https://www.cehq.gouv.qc.ca/zones-inond/carte-esri/index.html>

2 Cartographie des zones de contraintes relatives à l'érosion côtière et aux mouvements de terrain. Ministère de la Sécurité publique, novembre 2022. Site Web: <https://www.donneesquebec.ca/recherche/dataset/zones-contraintes-erosion-et-mouvements-de-terrain/resource/9975e013-9c3c-4b19-8298-7b7c4c33f7ea>

3 Cadre de prévention des sinistres: c'est quoi le CPS? Sainte-Flavie, 2021.

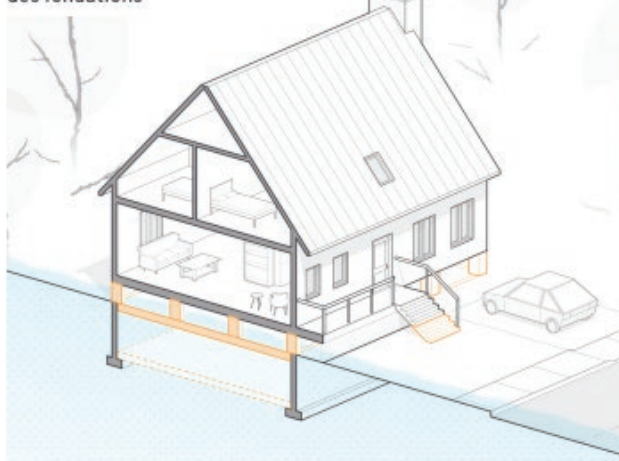
4 Outiller les communautés riveraines face à l'érosion: la mission de Philippe Sauvé. Olivier Béland-Côté. Le journal GRAFFICI, 7 juillet 2023.

5 Habitations + Inondations: mesures d'adaptations résidentielles. Architectes sans frontières Québec, 2023.

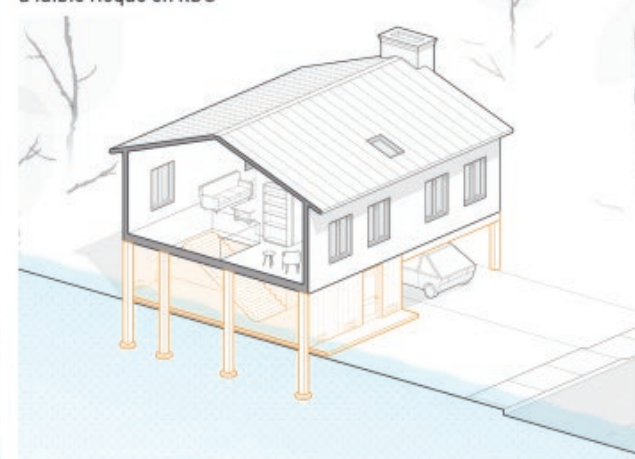
3

E1 Élévation sur piliers ou colonnes

Sur piliers + conservation des fondations



Sur colonnes + utilisation à faible risque en RDC



Une des nombreuses solutions proposées dans la publication *Inondations + Habitations : Mesures d'adaptation résidentielle*. On voit de plus en plus de maisons surélevées ainsi sur colonnes dans des états côtiers américains affligés par les tempêtes plus fréquentes et violentes.

Photo : Inondations + Habitations: Mesures d'adaptation résidentielle. Architecture Sans Frontières Québec, mars 2023

PRIX RELÈVE ARTISTIQUE TÉLÉ-QUÉBEC

Félicitations JULIE LACROIX!

Lauréate de la 5^e édition

En juin dernier, Culture Gaspésie a décerné le *Prix Relève artistique Télé-Québec* à Julie Lacroix, une artiste en arts visuels et métiers d'art de Cap-Chat. Ce prix, accompagné d'une bourse de 2 500 \$ et d'une capsule vidéo produite par La Fabrique culturelle de Télé-Québec, vise à célébrer les réalisations d'un(e) artiste émergent(e) de la région gaspésienne. Le jury a été impressionné par la qualité du dossier de Julie, qui témoigne d'une sensibilité artistique remarquable et d'une réflexion profonde sur sa démarche. Son engagement envers la communauté et son innovation en intégrant une touche de modernité à une technique traditionnelle ont été particulièrement salués.

Portrait de Julie Lacroix

Originaire des Hautes-Alpes en France, Julie Lacroix détient un diplôme en design de produit et un diplôme d'études collégiales en construction textile. Elle a découvert la spontanéité du tricot machine à son arrivée à Montréal en 2018. Depuis, elle a développé un langage artistique unique en travaillant le tricot de manière inattendue, avec la volonté de créer des liens avec sa communauté. Ayant choisi la Haute-Gaspésie comme terre d'adoption, Julie puise son inspiration dans le paysage environnant. Elle crée ses propres couleurs en utilisant des teintures végétales fabriquées à partir de plantes qu'elle cultive, cueille et récolte, s'engageant dans une démarche zéro déchet respectueuse de l'environnement. Ses créations ont été présentées dans des espaces professionnels reconnus et lors d'événements régionaux.

Pour découvrir les créations de Julie, visitez son site Web : lacroixjulie.com.

Bravo Julie, et tous nos vœux de succès pour la suite !

culture
GASPÉSIE



LA
FABRIQUE
CULTURELLE.tv

Culture
et Communications
Québec



Jacques Plourde : un centenaire perpétuellement engagé

RIVIÈRE-AU-RENARD | Si le passé militaire de Jacques Plourde est souvent relaté, sa contribution au développement économique et social de la péninsule gaspésienne, bien qu'elle soit tout aussi digne de mention, est moins bien connue. Retour sur la vie d'un homme toujours au service de sa communauté.



OLIVIER BÉLAND-CÔTÉ
JOURNALISTE

La poignée de main est franche, le regard, vif. Je rencontre pour la première fois le nouveau centenaire, qui m'invite à m'asseoir dans le salon de sa maison située à Rivière-au-Renard, la même qu'il habite depuis 1949, au lendemain de son mandat dans la marine marchande canadienne.

Dire de quelqu'un qu'il ne fait pas son âge est une formule rassurée qui tient bien souvent de la politesse. Pourtant, dans le cas de Jacques Plourde, elle trouve tout son sens, lui qui conduit encore son auto, fait du bénévolat et participe régulièrement aux rencontres organisées à la Légion royale canadienne de Gaspé.

De même, avant d'amorcer l'entrevue, il vérifie qu'il a bien réduit l'intensité de la cuisinière, alors qu'à mon arrivée il commençait la préparation du dîner. Depuis le décès l'an dernier de son épouse, Camille,

l'homme concocte seul tous ses repas, composés en partie des fruits et légumes qu'il cultive, dans l'arrière-cour.

« J'ai un beau verger, et aussi un jardin, avec des carottes, des pois, des oignons et des patates, énumère avec fierté le Renardois. Et il y a ma serre, j'y vais à tous les matins et tous les soirs. Il faut que j'arrose! », assène-t-il, comme si la tâche allait de soi, faisant fi de ce que la société attend normalement des personnes qui atteignent l'âge de 100 ans.

Mais pour Jacques Plourde, ce quotidien bien rempli est dans la continuité d'une vie vouée à 1001 projets, autant professionnels que communautaires.

Pionnier

Je sollicite la mémoire à long terme de mon interlocuteur dès la première question posée, à savoir la description de son retour dans son village natal, il y a maintenant plus de 75 ans. Énergique et en verve, Jacques Plourde déconstruit une à une les préconceptions qui – à tort – collent aux individus plus âgés. Les souvenirs remontent à la surface rapidement, comme si les événements avaient eu lieu la veille.



Jacques Plourde est toujours actif, vivant seul dans la maison qu'il habite depuis 1949 à Rivière-au-Renard.

Photo : Jean-Philippe Thibault

GRAFFICI

GRAFFICI.ca | JOURNAL GRAFFICI | 418-368-7575

DIRECTRICE GÉNÉRALE

Nadia Leblond
administration@GRAFFICI.ca

CORÉDACTEURS EN CHEF

Gilles Gagné et Jean-Philippe Thibault
redaction@GRAFFICI.ca

CONSEILLÈRE PUBLICITAIRE

Sophie I. Gagnon
publicite@GRAFFICI.ca

DESIGNER GRAPHIQUE

Andréanne Martin Di Vergilio,
andreanne.dv.martin@gmail.com

MERCI AUX COLLABORATEURS ET BÉNÉVOLES :

Valérie Allard, Victoire Arbour,
Marie Bernard, Marlyne Cyr,
Reine Degarie et Donna Murphy



« Je me suis parti une station-service, un garage deux portes, 40 par 40 [pieds]. Ça marchait bien », retrace-t-il, relatant les débuts de l'entreprise Garage Jacques Plourde, qui deviendra plus tard Jacques Plourde Transport.

Au fil des ans, suivant la hausse du nombre d'automobiles, elle-même propulsée par la croissance démographique et le développement économique du village, Jacques Plourde se munit d'un tracteur, puis d'une chargeuse sur pneus (communément appelée « pépîne ») et de souffleuses à neige.

« "Asteure", il y a des petits souffleurs à toutes les portes, mais dans ce temps-là, des souffleurs, il n'y en avait pas! », rappelle-t-il. À cette époque, il obtient un contrat de la municipalité afin de déneiger les routes.

Parallèlement à l'implantation de son entreprise, le Renardois multiplie les engagements, de pompier volontaire (il fait partie de la première équipe déployée dans le village) à entraîneur au hockey mineur, en passant par la fondation d'un club de cadets et l'installation d'une antenne relayant pour la première fois un signal télévisuel dans la municipalité.

« Monsieur Charles Dufresne [un employé mandaté par le gouvernement pour l'installation de l'antenne] m'avait demandé pour l'aider, raconte Jacques Plourde. On était montés sur la montagne et on avait construit une petite bâtisse. On allait chercher la télévision de Matane et de New Carlisle. »

De l'importance de l'éducation

À la fois entrepreneur et citoyen engagé, Jacques Plourde trouve

le point de convergence de ces deux intérêts dans la Jeune Chambre de commerce, de laquelle il sera d'ailleurs le président tant au niveau local que régional. « Le but principal, c'était le développement du membre », explique-t-il, révélant cette volonté de participer à l'essor économique de Rivière-au-Renard et de la Gaspésie.

Résolument engagé dans sa communauté et de plus en plus sollicité, le Renardois a toutefois l'impression de ne pas être suffisamment instruit. Une éducation de niveau supérieur légitimerait ses candidatures et lui donnerait plus de confiance. En septembre 1963, il obtient une attestation en administration de l'École des hautes études commerciales de Montréal (aujourd'hui HEC Montréal), lui qui pendant quatre ans se rend dans la métropole quelques fins de semaine annuellement pour y suivre des cours intensifs.

« D'être allé me chercher un petit "bac", ça m'a aidé pas mal dans tout ce que j'ai fait », observe-t-il en rétrospective. C'est d'ailleurs à la suite de cette formation qu'on le pressent pour diriger la commission scolaire locale. Se détachant du lot avec son diplôme universitaire, il occupera ces fonctions pendant plus d'une vingtaine d'années, d'abord à Rivière-au-Renard, puis à l'échelle régionale.

Engagement civique

Les plaques honorifiques et autres certificats de reconnaissance qui ornent le vestibule de la résidence agissent comme des jalons dans ce parcours éclectique. Hommage de l'Assemblée nationale

pour son implication dans les Chevaliers de Colomb, médaille du lieutenant-gouverneur du Québec pour les aînés, prix hommage aux bénévoles de Héma-Québec, les nombreuses distinctions témoignent d'un engagement civique non seulement pérenne, mais couvrant aussi plusieurs domaines.

« J'aimais ça! », répond-il succinctement lorsqu'interrogé sur la motivation derrière cette implication à tous les niveaux. Bien que cet engagement soit désormais moins prégnant, il donne encore de son temps, notamment auprès d'organismes communautaires de Rivière-au-Renard et de Gaspé. Dans le cadre de la Semaine des vétérans, il va témoigner de la guerre auprès des élèves des écoles de la région.

Fier et reconnaissant

Toujours au volant de son auto, Jacques Plourde prend la direction de la Légion royale canadienne de Gaspé une fois par semaine. Il va y boire une bière et discuter à bâtons rompus avec les membres de l'organisation. « Le gouvernement m'a envoyé un permis de conduire, valide jusqu'en 2028, dit-il, sourire en coin. Ils pensent que je vais me rendre là! »

À la fin de notre entretien, le Renardois propose de le suivre : il désire me montrer son *jacket* de la marine, celui qu'il porte à la « Légion », un veston couvert de médailles visiblement entretenu avec soin. « Je suis fier de ce que j'ai fait », exprime-il, portant le regard sur le passé, lucide quant au temps qu'il lui reste. Tout ce que j'ai essayé, ça a bien été, et j'ai toujours travaillé avec du bon monde. Moi, ma vie, j'ai aimé ça. »

Formations, conférences et visites pour les 50 ans et plus

- › Souhaitez-vous rester actifs?
- › Désirez-vous en apprendre toujours plus sans le stress des examens?
- › Voulez-vous rencontrer des gens dans le plaisir?

Formations en langues dont l'italien (nouveau), informatique, Inuits du Nunavik, histoire, écriture, sociologie, gouvernance d'un OBNL, ressources de la BANQ et cinéma.

Conférences et visites sur des thèmes très variés comme l'avenir des RPA et les élections présidentielles américaines ainsi que la série Découvrir un pays.

2 activités gratuites à visionner

Lancement de la programmation sur Zoom

Le mardi 10 septembre à 13 h 30 sur Zoom

Conférence d'ouverture. Dans les années 1970. Au bout du monde, avec un sac à dos avec Jean-Luc Parenteau

Le vendredi 13 septembre à 13 h 30

Il n'est pas nécessaire d'avoir un diplôme quelconque pour participer.



En 1975

En 2024

C'est la période des inscriptions!



Jacques Plourde lors de son 100^e anniversaire, en avril.

Projet de pavillon des requins d'Exploramer : où est le frein?

SAINTE-ANNE-DES-MONTS | Le musée Exploramer de Sainte-Anne-des-Monts caresse un projet depuis déjà quelques années : la construction du pavillon des requins du Saint-Laurent. Le projet est retardé, faute de financement adéquat. Sur un budget estimé à près de 18 millions de dollars, il manque 4 millions. Québec, qui pourrait offrir la clé de voûte pour faire débloquer le projet, tarde à répondre au cri du cœur d'Exploramer et de la Ville. GRAFFICI est allé à la pêche auprès de plusieurs intervenants pour tenter de découvrir pourquoi le dossier fait du surplace.



JOHANNE FOURNIER

JOURNALISTE

« La population l'attend, fait savoir la directrice générale d'Exploramer, Sandra Gauthier. Il n'y a pas une journée où je ne me fais pas demander quand les requins arrivent. » Elle insiste : Exploramer est fin prêt à accueillir son pavillon des requins. « On pourrait commencer la construction immédiatement, souligne-t-elle. Demain matin, la "pépine" pourrait être là pour creuser le trou. »

Rencontre refusée avec le premier ministre

Lors du dernier passage du premier ministre en Gaspésie le 27 juin dernier, les dirigeants d'Exploramer ont sollicité une brève rencontre d'urgence avec lui. « Il est la seule personne, au gouvernement, capable de prendre une décision raisonnée et responsable dans notre dossier, évoquait Sandra Gauthier. Nous faisons appel aux compétences comptables du premier ministre. »

Prétextant un agenda très chargé, François Legault a décliné la demande. Exploramer considérait qu'étant donné la condition économique peu enviable de La Haute-Gaspésie, les quelques minutes réclamées avec M. Legault n'auraient été « ni un luxe ni une faveur irréaliste ».

C'est d'autant plus dramatique pour Exploramer que, s'il n'obtient pas le manque à combler pour démarrer la construction du pavillon, le musée perdra près de 6 millions de dollars (M\$) qui ont déjà été dépensés, notamment pour les plans, les devis, la scénarisation de l'exposition, les demandes de permis, l'analyse des sols et les salaires, calcule le trésorier du conseil d'administration, Sylvain Tanguay.

Les statistiques ne mentent pas. Exploramer est une attraction touristique bien établie en Gaspésie. À bord de son navire scientifique, le musée est le seul à offrir des sorties en mer avec de l'interprétation scientifique pour faire découvrir la biodiversité marine du Saint-Laurent. Après avoir traversé plusieurs crises depuis sa fondation en 1995, Exploramer est demeuré authentique et a, contre vents et marées, toujours su se renouveler, même après qu'on ait annoncé sa fermeture en 2015.

Une MRC mal aimée?

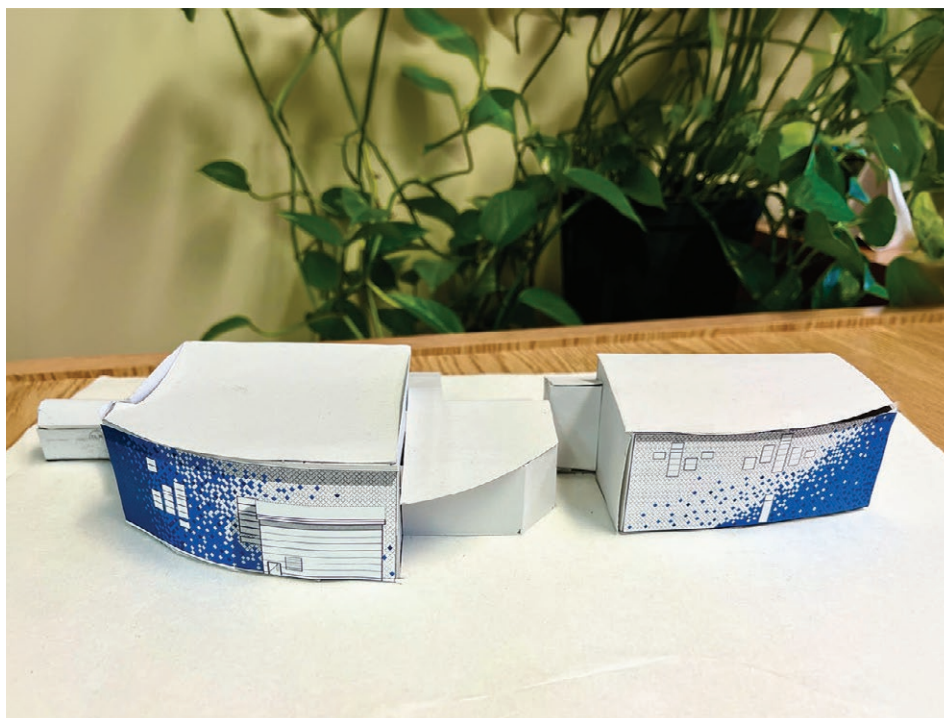
Pourquoi le gouvernement du Québec accepte-t-il d'investir 25,5 M\$ pour la sauvegarde de la villa Frederick-James à Percé ainsi que de prévoir 871,8 M\$ pour la réfection du chemin de fer du côté sud et de la pointe de la Gaspésie, mais qu'il n'arrive pas à trouver 4 M\$ pour ce projet?

Se classant déjà au dernier rang des MRC les plus dévitalisées au Québec, La Haute-Gaspésie récolte une bien petite part

du gâteau, si l'on en croit les données publiées par le gouvernement du Québec. Du 21 octobre 2022 au 24 février 2024, la MRC d'Avignon a reçu un total de 234,4 M\$ de financement public, tandis que sa voisine, Bonaventure, a pu compter sur 237,5 M\$. C'est La Côte-de-Gaspé qui a été la plus gâtée avec 244,7 M\$ de Québec, alors qu'à côté, la MRC du Rocher-Percé a bénéficié de 236,5 M\$. Pendant la même période, La Haute-Gaspésie n'a récolté que... 3,7 M\$. Comment explique-t-on ce déséquilibre?



La directrice générale d'Exploramer, Sandra Gauthier, attend toujours la réponse de Québec pour obtenir l'argent nécessaire pour que le chantier de construction du pavillon des requins puisse se déployer.



La maquette du pavillon des requins du Saint-Laurent.

Photo: Johanne Fournier

En entrevue avec *GRAFFICI*, le député de Gaspé reconnaît que La Haute-Gaspésie aurait largement besoin d'un tel projet pour relancer son économie. « Là n'est pas la question, indique Stéphane Sainte-Croix. C'est un projet qui a évolué depuis le début et je persiste et signe : nous sommes partenaires de ce projet à la hauteur de 11 M\$ sur les 18 M\$ projetés. Donc, on est au rendez-vous. »

Exploramer a refait ses devoirs

Les gouvernements ont demandé aux gestionnaires d'Exploramer de refaire leurs devoirs et ils les ont refaits, assurent ces derniers. Alors, qu'est-ce qui cloche? La directrice générale de l'institution n'arrive pas à répondre à cette question. « On sait que ce projet est rentable parce que les banques acceptent de nous prêter de l'argent, argue Sandra Gauthier. Personne ne prêterait de l'argent dans ce projet s'il n'était pas rentable. »

Donc, Exploramer a déposé un « rephasage » du projet de construction du pavillon, ce qui permettrait de livrer une partie du projet avec les sommes déjà obtenues. « Pour l'heure, Exploramer attend l'approbation du gouvernement du Québec, le fédéral ayant déjà accepté le rephasage proposé », indique M^{me} Gauthier.

Le maire de Sainte-Anne-des-Monts rappelle à Québec que la somme demandée n'est pas énorme et que tout le monde dans sa ville est favorable au projet. « On a fait beaucoup de représentation et on nous a demandé de refaire la modélisation financière, confirme Simon Deschênes. Le travail a été fait par Exploramer avec la firme comptable Raymond Chabot. » La réponse de Québec tarde à venir, mais l' élu préfère user de patience. « Je veux donner la chance au coureur. J'aime mieux croire que les signaux sont positifs. Mais, il faudrait qu'une réponse rentre cet automne! »

Le député Sainte-Croix confirme que son gouvernement a pris connaissance du nouveau plan d'affaires, qui comprend une nouvelle évaluation des équipements nécessaires pour le pavillon des requins. « Le dossier chemine. Il est actuellement au bureau du premier ministre. On est en dialogue avec les promoteurs pour arriver à des solutions le plus tôt possible. Mais, il y a des analyses qui doivent se faire et on a certains questionnements sur l'acquisition des requins. » Le parlementaire n'avance aucun échéancier.

1,3 M\$ espérés du ministère du Tourisme

Exploramer souhaitait une contribution de 1,3 M\$ du ministère du Tourisme du Québec,

soit le montant maximal autorisé dans le cadre du Programme d'aide à la relance de l'industrie touristique. Pour en savoir davantage, *GRAFFICI* a sollicité une entrevue auprès de la ministre Caroline Proulx. Celle-ci a refusé.

En revanche, le conseiller en communication de son cabinet a offert, par courriel, quelques éléments de réponse à nos questions. « Considérant l'importance des investissements supplémentaires requis et dans un souci de saine gestion des fonds publics, le ministère du Tourisme a demandé à Exploramer, dans une lettre transmise le 10 juin 2024, de lui soumettre un plan d'affaires révisé, lequel devra comprendre une description détaillée du projet révisé, une ventilation des coûts, le montage financier complet et confirmé (sic) ainsi que tous les éléments permettant d'en démontrer la viabilité », écrit Jean-Manuel Téotonio.

À la lumière d'une mise à jour du plan d'affaires, le ministère du Tourisme a indiqué qu'il pourrait réexaminer le projet, peut-on lire dans le courriel. « Son financement dépendra alors cependant des sommes disponibles, poursuit M. Téotonio. Pour le moment, Exploramer n'a pas donné suite à la demande du ministère du Tourisme. »

Sandra Gauthier reçoit une haute distinction

Des rumeurs laissent entendre que la paralysie du dossier pourrait être causée par une forme de vendetta contre la directrice générale d'Exploramer, notamment pour son acharnement dans le dossier. Si ces rumeurs sont venues aux oreilles du maire Deschênes, il refuse cependant de confirmer leur véracité. Il préfère les réfuter en soulignant que Sandra Gauthier a, le 8 août, reçu la décoration pour service méritoire de la gouverneure générale du Canada, Mary May Simon. Parmi les plus hautes au Canada, cette distinction honorifique lui est conférée pour « ses réalisations exceptionnelles et sa contribution à la nation », est-il écrit dans la lettre dont *GRAFFICI* a obtenu copie. De l'avis de Simon Deschênes, cette distinction devrait être prise en considération. « On souhaite que ça puisse convaincre les bailleurs de fonds », note l' élu municipal.

Pour revenir à la question de départ : « Où est le frein dans le projet de construction du pavillon des requins d'Exploramer? » La question demeure entière.



200 ans d'histoire
De notre champ à votre table

OUVERT JUSQU'AU 14 OCTOBRE 2024

De 8 h à 18 h

HORS SAISON

Horaire variable, consultez la page Facebook

418 534-2700 • 255, avenue du Viaduc, St-Siméon, G0C 3A0

**Bienvenue aux familles
pour cueillette de citrouilles !**

NOS PRODUITS VEDETTES

- Fraises • Rhubarbe •
- Mais • Légumes variés •
- Produits vinicoles •
- Pâtés • Tartes •
- Confitures et tartinades •
- Produits transformés •
- Pâtisseries et boulangerie

SERVICES OFFERTS

- Dégustations • Visites guidées • Autocueillette •
- Fermette • Boutique de produits locaux •
- Comptoir prêt-à-manger •
- Jeux gonflables (aire de jeux) • Tables de pique-nique • Centre d'interprétation • Halte routière • Espace muséal

EN VEDETTE !

- Nouvelle boutique
- Production vinicole (raisin)
- Fraises d'automne
- Diversité des produits régionaux
- Labyrinthe dans les tournesols

BOUTIQUE EN LIGNE
(Livraison partout au Canada)

fermebourdages.com  

Est-il éthique de garder des requins en captivité?



JOHANNE FOURNIER
JOURNALISTE

SAINTE-ANNE-DES-MONTS | D'où viendraient les spécimens qui nageraient dans les bassins du pavillon des requins? « Ils viendraient du Saint-Laurent, répond M^{me} Gauthier. Parmi eux, il y a l'aiguillat noir, qui n'est pas en voie de disparition. Mais, avant d'aller chercher des requins en mer, on lancerait un appel auprès de nos réseaux d'échanges nord-américains. »

Certains observateurs se demandent s'il est éthique de garder des requins en captivité? Le professeur en écophysiologie des poissons à l'ISMER répond par une question. « Est-ce que les gens se questionnent de la même manière pour les autres types de poisson? », demande David Deslauriers.

La pratique entourant les poissons en captivité est régulée par le Comité canadien de protection des animaux (CCPA), dont M. Deslauriers est membre. Le CCPA dicte les normes visant le respect des animaux. « Il y a des règles à suivre. La mission d'Exploramer repose sur l'éducation et la sensibilisation. Ça offrirait la possibilité aux gens de voir des requins qu'ils ne verraient pas

normalement. Il y a vraiment du bon là-dedans, mais il faut que ce soit fait de la bonne manière et je suis certain qu'Exploramer suivra les règles. »

Selon le chercheur, Exploramer a aussi fait ses devoirs sur le plan scientifique. « Ils ont envoyé le vétérinaire, le Dr Stéphane Lair, et un de leur technicien en Europe, où il y a des aquariums dans lesquels on garde des aiguillats depuis plusieurs années. Ils sont allés voir comment les aquariums étaient aménagés, comment ils s'en occupent. Ils ont pu en apprendre davantage sur les problèmes associés à la captivité pour éviter de répéter certaines erreurs qui ont pu être faites par le passé. »

Dans l'éventuel pavillon des requins, M. Deslauriers serait intéressé à étudier le comportement, la biologie et l'écologie de ce gros poisson. « Il est méconnu parce qu'il vit dans des habitats très profonds. Ça aiderait à la connaissance de les avoir à portée de main. »

Une demande d'entrevue a été déposée auprès de l'Observatoire des requins du Saint-Laurent. « L'Observatoire des requins du Saint-Laurent n'est aucunement impliqué ou associé à ce projet, a fait savoir par écrit le scientifique en chef, Jeffrey Gallant. Nous ne commentons pas les dossiers qui ne sont pas directement liés à nos travaux. »



L'aiguillat est difficile à observer parce qu'il vit à de grandes profondeurs.

Photo : Offerte par Exploramer

Les requins intéressent les chercheurs

Selon Sandra Gauthier, huit espèces de requins nagent dans les eaux du Saint-Laurent et sept d'entre elles sont en péril. « Donc, c'est urgent que le Canada commence à faire de la recherche sur les requins parce que ce sont les nettoyeurs du Saint-Laurent. C'est aussi notre écosystème et notre santé en tant qu'humains qui sont en jeu. C'est le mandat d'un musée de faire de la recherche avec une expertise qui pourrait être développée ici. »

La dirigeante de l'institution muséale se dit agréablement surprise du nombre d'universités québécoises et de centres de recherche qui se sont déjà montrés intéressés par le projet. « Plutôt que d'amener les chercheurs aux requins, on amène les requins aux chercheurs. C'est aussi un potentiel économique pour Sainte-Anne-des-Monts

d'amener ici des professeurs et des chercheurs avec leur famille. La Haute-Gaspésie en a réellement besoin! »

Le titulaire de la Chaire de recherche du Canada en écologie halieutique à l'UQAR-ISMER [Université du Québec à Rimouski - Institut des sciences de la mer] est enthousiaste face au projet. « C'est une bonne idée de mettre ce poisson en valeur parce que souvent, les gens ont l'impression que lorsqu'on parle du requin, c'est le requin blanc, explique Dominique Robert. Ce sont des espèces qui marquent l'imaginaire. Mais, je crois que la majorité des Québécois ne savent pas que les requins les plus abondants du Saint-Laurent sont de petits requins qui mangent du poisson et qui vivent dans les eaux de fond. »

Selon le professeur, le requin est un sujet mystérieux

qui retient l'attention. « Donc, d'avoir une exposition ou des bassins qui présentent la réalité des requins du Saint-Laurent est une bonne idée. »

M. Robert indique d'ailleurs que l'UQAR soutient le projet, notamment pour étudier l'aiguillat noir, qui est la seule espèce de requin qui vit en permanence dans les eaux du Saint-Laurent. « Comme ce n'est pas une espèce d'importance commerciale, on ne connaît pas grand-chose de la biologie ou de l'écologie de ce poisson. Depuis les dernières années, il y a une augmentation de son abondance. On voit ça par les relevés du MPO [ministère des Pêches et des Océans du Canada] au chalut de fond. L'espèce semble réagir positivement aux changements climatiques; ce serait une espèce gagnante. »

Ligne du temps d'Exploramer

PAR JOHANNE FOURNIER ET EXPLORAMER

1994

Construction du centre Explorama, Mer, Monts et Merveilles

1995

Ouverture du centre Explorama, dédié à la culture, à l'histoire, à la géographie et à la biodiversité gaspésienne

2001

Explorama reçoit le statut d'institution muséale reconnue non soutenue

2003

Fermeture d'Explorama en raison d'un financement insuffisant et mise en place d'un comité de relance

2004

Réouverture partielle d'Explorama avec l'embauche d'une nouvelle direction et d'une équipe d'employés

2006

Explorama devient Exploramer

2009

Création du programme Fourchette bleue en Gaspésie

2011

Le programme Fourchette bleue est étendu à l'échelle du Québec

2015

Annnonce de fermeture d'Exploramer, faute de financement pour son fonctionnement. Le démantèlement est évité grâce à une aide financière de la Fondation Trottier

2017

Dépôt d'un projet de pérennisation

2018

Construction de la prise d'eau en mer

2021

Inauguration du nouveau navire, le C.-E.-Marin Exploramer

2022

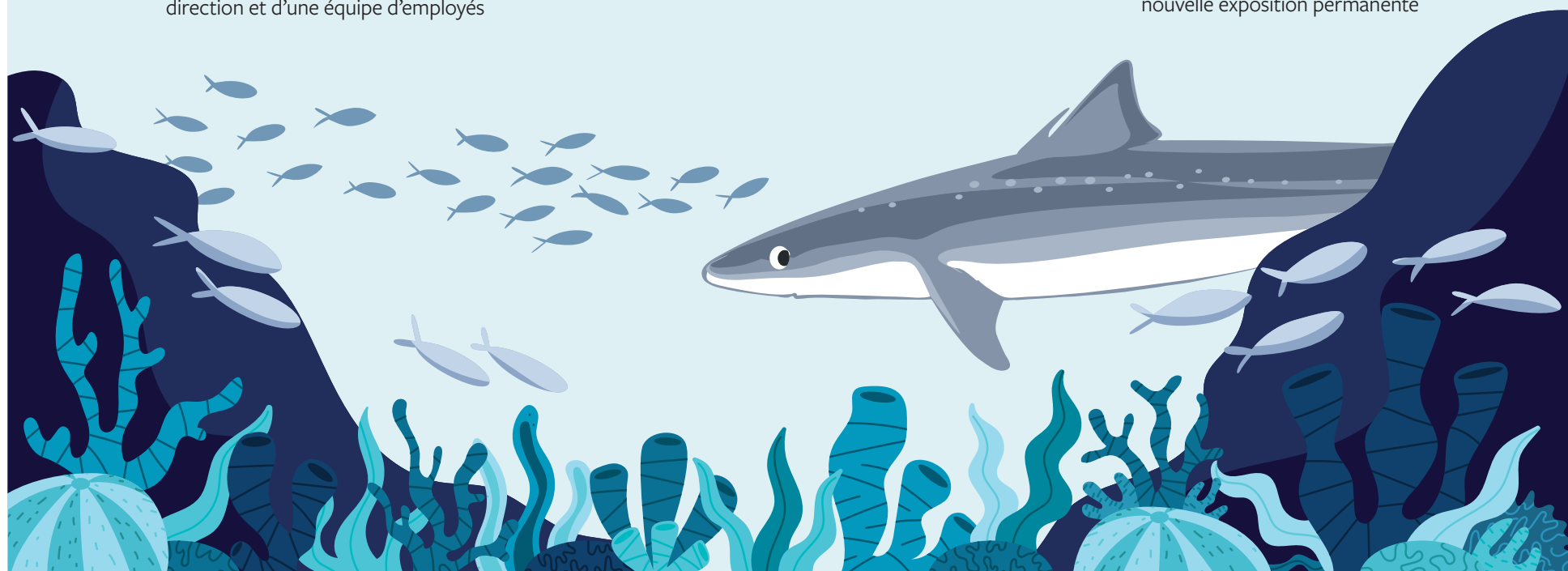
Annnonce par les deux gouvernements de la construction de l'aquarium écosystémique, de l'exposition permanente et du pavillon des requins

2023

Début de la construction de l'aquarium écosystémique

2024

Début des travaux de mise à niveau des infrastructures ainsi qu'inauguration de l'aquarium écosystémique et de la nouvelle exposition permanente



L'automne, la saison des quêteux en loisir!



ALAIN BOUDREAU
CHRONIQUEUR

MARIA | L'arrivée de l'automne signifie, dans le monde du loisir et du sport pour les jeunes, la reprise des activités de nombreux organismes, associations et comités de toutes sortes. S'il y a un point commun qui unit toutes ces entités s'adressant à la jeunesse, c'est bien celui de l'autofinancement. Pensons au hockey, au patinage, à la natation, au ski, aux sports de gymnase et autres; nommez-les tous, ils ont besoin d'argent pour financer leurs activités et c'est là qu'entre en jeu la sollicitation auprès du grand public et de différents partenaires financiers. Il faut dire que la compétition est forte car les organisations sont nombreuses et le marché des donateurs n'est pas sans limites. Et c'est sans compter toute la sollicitation qui se fait ailleurs pour la multitude de causes sociales et humanitaires.

Pourquoi l'autofinancement?

Mais pourquoi au juste nos jeunes ramassent-ils de l'argent? C'est parce que parfois, leurs activités peuvent coûter cher. Le cumul des dépenses liées à la location de plateaux récréatifs (arénas, piscines, gymnases, terrains sportifs et autres lorsqu'ils sont tarifés), l'achat et la location de petits équipements, la formation des entraîneurs, les frais d'affiliation à des fédérations, le transport pour les compétitions à l'extérieur et autres frais inhérents peut atteindre des dizaines de milliers de dollars, et les faire supporter entièrement par les participants rendrait les coûts d'inscription trop élevés, beaucoup trop dans certains cas.

Alors c'est pourquoi la plupart de ces organisations font appel à l'autofinancement. Leurs administrateurs, leurs jeunes athlètes,

leurs parents et d'autres collaborateurs se mettent à la tâche pour trouver des sous...

En plus des traditionnels moyens de financement (vente d'articles divers, billets de tirage, etc.), certains font appel à des stratégies plus modernes. Ainsi, on voit apparaître de plus en plus de nos jours différentes formes de sollicitations comme, entre autres, le sociofinancement, qu'on définit généralement comme la sollicitation pour un projet quelconque, auprès d'un large public, principalement par le biais d'Internet. Les organisations vont aussi former des équipes de bénévoles pour accepter différentes tâches dans des événements populaires – comme par exemple le nettoyage des sites de fêtes – moyennant des sommes forfaitaires d'argent.

Faire de l'autofinancement une activité éducative ...

Pour plusieurs parents de ces jeunes sportifs, toute cette part d'autofinancement représente une véritable corvée. Ils ont l'impression qu'ils sont constamment dans la gestion de trucs à vendre, à distribuer et à collecter, surtout quand ils ont deux, trois ou même quatre jeunes impliqués dans de telles démarches!

Cependant, ils n'ont pas tous la même vision de cette obligation ... En effet, il y a les parents qui vont au plus court et qui achètent eux-mêmes tout ce qui est rapporté à la maison (billets, articles divers à vendre, etc.) et on en parle plus! Il y en a d'autres qui vont tout apporter sur les lieux de travail et qui vont prendre en charge la tâche incombant normalement aux jeunes et s'occuper de tout. Enfin, il y a une autre catégorie de parents qui, eux, vont accompagner leurs jeunes dans une démarche plus éducative. Ces derniers prendront soin d'expliquer à leurs enfants pourquoi ils font de la sollicitation et à quoi ça sert. Ils parleront de budget, de stratégies de sollicitations et comment bien se présenter



L'autofinancement bien fait est aussi un gage d'une organisation bien structurée qui projette une bonne image.

pour optimiser ses chances d'obtenir du succès.

Peu de personnes aiment faire du porte-à-porte ou de la sollicitation, mais si le jeune le fait avec un bon encadrement, avec de bons outils, n'y a-t-il pas là une chance de faire d'une pierre deux coups? Rendre service pour le financement de son organisation tout en apprenant, voilà une belle façon de transformer une corvée en activité formatrice! Et qui sait, peut-être qu'un jour, le jeune qui a reçu le rendra à son tour en devenant un grand donateur! Il serait décevant de passer à côté d'une belle leçon de vie, soit celle d'implanter une culture philanthropique chez nos jeunes.

Projeter une bonne image...

L'autofinancement, c'est plus que de soutirer de l'argent à un donateur; c'est aussi une démonstration que votre organisation fait des efforts sur le plan financier et qu'elle ne s'attend pas à tout avoir pour rien... Il permet aussi de vous faire voir et de vous faire connaître. L'autofinancement bien fait est aussi un gage d'une organisation bien structurée qui projette une bonne image. Les plus sérieux des

organismes ont une politique de dons, c'est-à-dire qu'ils définissent clairement par écrit ce qu'ils offrent comme visibilité aux donateurs (individus ou commerçants) en retour d'un don.

Est-ce nécessaire de le répéter, les individus et les commerces sont sollicités de toutes parts. Certains commerces ne comptent plus les demandes qu'ils reçoivent tellement ils en ont, alors soyez bien préparés dans ces cas-là.

Autrefois, les quêteux allaient de maison en maison pour quémander la charité. Vous aurez compris que c'est très affectueusement que je compare nos jeunes à eux quand ils se mettent à faire du porte-à-porte avec leurs marchandises!

Alors, lorsque vous serez sollicité une fois de plus comme citoyen, pensez-y, ne poussez pas un grand soupir de découragement, montrez-vous généreux et dites-vous que vous êtes probablement en face d'un jeune en processus d'apprentissage des règles de la sollicitation!

Bon automne!

1 Source: Résultats d'une enquête menée par l'Association des professionnels en philanthropie (2001).

Sommes-nous plus ou moins généreux qu'auparavant ?

Les donateurs canadiens sont plus généreux envers les organismes de bienfaisance¹. La pandémie n'a pas eu l'impact négatif anticipé sur la générosité des bienfaiteurs. Au contraire, cette période difficile s'est traduite, dans bien des cas, par une augmentation des dons auprès de la jeunesse, la santé, les banques alimentaires et autres. Évidemment, certaines organisations qui pratiquaient la sollicitation en personne ont passé une période difficile mais celles qui utilisaient des moyens plus virtuels, comme les dons en ligne, s'en sont plutôt bien tirées. En somme, la pandémie a entraîné des élans de générosité et des gestes altruistes qui se sont poursuivis au fil des ans.

FESTIVAL MUSIQUE DU BOUT DU MONDE

G A S P É



PRÉSENTATEUR



COLLABORATEUR

ON SE DONNE
RENDEZ-VOUS POUR
LA 21^e ÉDITION
DU 7 AU 10 AOÛT
2025

MERCI !

Nous tenons à remercier la communauté, les bénévoles, les artistes et les partenaires qui ont permis le succès de cette 20^e édition.



MLou présente *Reflets*, neuf de ses compositions



GILLES GAGNÉ
JOURNALISTE

CAPLAN | L'auteure-compositrice-interprète MLou, de son nom original Marie-Lou Brière-Berthelot, a lancé en mai son album *Reflets*, qui comprend neuf chansons de style folk pop enregistrées au studio de Martin Hogan à Grande-Rivière. Elle a pu jouer ses chansons régulièrement en spectacle au cours de l'été et la réponse du public la satisfait grandement.

Entre 2015 et 2024, MLou avait lancé deux plus petits albums et quelques simples. Le cas de *Reflets* est différent parce que neuf chansons nécessitent passablement plus de travail, tant dans la composition que dans l'enregistrement.

« C'est un album qui regroupe mes propres chansons, enregistrées avec une équipe restreinte. Martin Hogan et moi, on a tout fait lors de l'enregistrement. On a joué de tous les instruments. Il y a eu deux ou trois exceptions. Alex Pelletier de Mother of Cup, de Gaspé, est venu chanter avec moi et Joanie Robichaud de Caplan, m'a offert un texte, *Absence*, modifié un peu pour que ça se moule à mon style d'écriture », explique MLou.

Elle vante le rôle de Martin Hogan en matière de produit final et de complice de production.

« Il a fait la prise de son, il a été réalisateur, il a joué de pratiquement tous les instruments, des batteries, à la basse, en passant par les guitares. Je me suis concentrée sur le piano et la voix. Je joue de la guitare, mais quand tu as la chance d'avoir Martin à cet instrument, tu la prends. Je me rends compte que j'ai aussi beaucoup intégré les claviers dans les spectacles qui ont suivi le lancement », souligne-t-elle.

Elle définit les derniers mois comme un rêve qu'elle a longtemps caressé. « Je suis en spectacle avec mon album, parfois avec quatre musiciens ou en duo avec Martin. Sinon, je joue avec Cropduster, très rock, ou en duo avec Joanie Martel. On fait des chansons pop des années 1990 et 2000. C'est mon été de rêve, à présenter des spectacles avec mon matériel en premier. »

Cropduster, un groupe dans lequel elle chante des reprises de chansons rock and roll avec des musiciens anglo-gaspésiens, lui procure aussi beaucoup de satisfaction.

« Aho, j'étais très, très gênée. Si j'avais pu passer entre le mur

et la peinture, je l'aurais fait. Cropduster, c'est un autre rêve qui se réalise, chanter du rock. Chanter des *covers* [reprises] avec Cropduster me permet d'avoir plus de lâcher-prise. Ça ne me dérange pas d'avoir moins de contrôle sur ce qui se passe, contrairement à l'enregistrement de mon album. Je n'aime pas la routine. Donc changer de style me permet de varier la musique que je joue.



MLou a ajouté suffisamment de cordes à son arc pour vivre de sa musique.

Il n'y a pas de risque que je m'ennuie et que je lâche tout », dit MLou.

Pendant un peu plus de deux ans, elle a aussi chanté comme membre des Triculturals (prononcer à l'anglaise), avec Melissa Girvan, une Mi'gmaq de Listuguj, et Dave Felker, de Shigawake. Cette collaboration a aussi débouché sur un enregistrement d'album, quelques mois avant *Reflets*.

« Cet album se vend bien mais on ne sait pas quand on jouera de nouveau en spectacle. Le but ultime, c'était de produire des chansons originales, ce qu'on a fait au printemps, avec un lancement à Paspébiac. On a un défi de distance, avec Dave à Shigawake, Melissa à Listuguj et moi à Caplan », dit-elle.

La polyvalence musicale de MLou vient en partie du fait qu'elle a suivi des cours de piano et de guitare. Elle est montée sur scène les premières fois au Cégep, en 2006, à 18 ans.

« J'ai tout le temps baigné dans la musique, grâce à des cours de piano classique quand j'étais enfant et à des cours de guitare à l'adolescence, avec Richard Dunn. J'ai aussi pris des cours de violon, mais je ne suis pas assez bonne pour en faire en spectacle, en tout cas pas maintenant », dit-elle en riant.

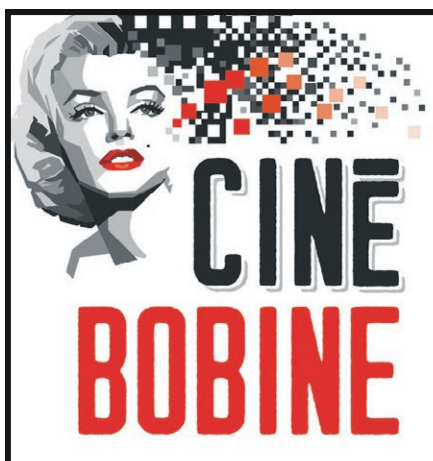
Toujours active en vertu de l'animation d'une émission hebdomadaire au cours de laquelle elle présente des chansons à CIEU-FM, MLou vit maintenant de la musique, quand elle inclut quelques activités connexes qui y sont étroitement liées.

« On peut dire ça, que tous les étés, j'arrive à en vivre, grâce aux spectacles. Le reste de l'année, automne, hiver et printemps, je vois comment développer le reste de ma carrière. Je m'occupe de recevoir mes droits, de faire les démarches pour faire mes déclarations de droits d'auteur. Je développe une expertise dans le but d'aider les artistes émergents à faire la même chose. Je fais des démarches auprès des sociétés qui nous représentent. Pour être protégés et payés, il faut déclarer nos chansons et réclamer les montants qui nous sont dus. C'est une passion : démêler les plateformes et la radio pour recevoir nos droits. J'ai aussi mon diplôme de professeur au primaire. Je me tiens dans les écoles, je fais de la suppléance, dans le but de donner des ateliers d'écriture, entre autres », explique MLou.

Elle a vécu d'enrichissantes apparitions sur la scène nationale en étant concurrente à La Voix en 2018 et en participant à Ma première Place des arts en 2023.

Son album *Reflets* est notamment disponible sur le site internet MLou et dans quelques points de vente gaspésiens.

Photo: Offerte par Marie-Lou Brière-Berthelot



Venez célébrer notre **50^e** anniversaire!

Ne manquez pas notre événement
CINÉ-BOBINE EN FÊTE
du 15 au 17 novembre

Participez au rendez-vous
du 5 à 7 spécial **50^e**,
le 19 novembre

À la Salle de spectacles régionale Desjardins de New Richmond

Programmation disponible en octobre sur cinebobine.com/50ieme/





présente

NAVETTES
GRATUITES

FESTIVAL LA VIRÉE TRAD

en collaboration avec


23^e
ÉDITION

11 AU 13 OCT 2024 CARLETON-SUR-MER

 Prog. complète et billetterie : festivallaviree.com ou 418 364 6822 — p.1

VENDREDI 11 OCTOBRE

17 h 30	Archetype Trad	Chapiteau scène MRC Avignon	Gratuit
20 h	Réveillons avec Jean-François Berthiaume au câll Veillée de danse traditionnelle	Centre des congrès	15 \$ debout 20 \$ assis
23 h	The Swindlers	Microbrasserie Le Naufrageur	15 \$

SAMEDI 12 OCTOBRE

10-17 h	Marché public	Chapiteau marché	5 \$ (accès site)
12-17 h	Spectacles et école de cirque Satourne	Chapiteau scène MRC Avignon	5 \$ (accès site)
13 h	Henri Godon – Spectacle jeune public	Studio du Quai des arts	15 \$
20 h	Còig et Yves Lambert	Studio du Quai des arts	35 \$
22 h 30	Les Tireux d'Roches	Chapiteau scène MRC Avignon	15 \$

DIMANCHE 13 OCTOBRE

10-17 h	Marché public	Chapiteau marché	5 \$ (accès site)
12-17 h	Spectacles et école de cirque Satourne	Chapiteau scène MRC Avignon	5 \$ (accès site)
13 h	Gala folklorique	Studio du Quai des arts	15 \$
19 h	Bigico – Match d'impro giguée	Studio du Quai des arts	25 \$
20 h	La Veillée de La Virée Trad avec les artistes de cette 23 ^e édition. Session de jam. Bienvenue à tous les musiciens trad.	Foyer du Quai des arts	Gratuit

Québec

Canada

 TOURISME
GASPÉSIE

Carleton-sur-Mer

**Passeports
La Virée Trad***
55\$
Aveille au Studio
Yves Lambert
et Còig + Match
d'impro giguée

25\$
Pour veiller tard
The Swindlers +
Les Tireux d'Roches

45\$
Pied au plancher
Veillée de danse +
Yves Lambert et Còig

100\$
En virer toute une !
Accès à tous
les spectacles

 * l'accès au site est inclus
avec chaque passeport



L'étoile taillée, le récit poétique intimiste d'Émilie Devoe



JEAN-PHILIPPE THIBAUT
JOURNALISTE

GASPÉ | Dans la constellation des ouvrages lancés pour la rentrée, *L'étoile taillée* est un astre singulier. Autant de par sa forme – un récit poétique kaléidoscopique – que par le fond; la vague des émotions d'une mère devenue proche-aidante qui doit naviguer avec la nouvelle que sa fille est neurodivergente, luttant féroce contre son envie de mourir.

Cette mère, c'est Émilie Devoe. Native de Sept-Îles, elle a posé ses valises à Gaspé en 2006. Formée en histoire à Montréal et Rimouski, elle a un temps œuvré au Musée de la Gaspésie et travaille aujourd'hui pour Parcs Canada, en conservation du patrimoine culturel. Littérairement, elle s'est fait connaître avec deux albums jeunesse : *Charlot Tempo, une (vraie!) histoire de fou* (Bayard, 2016) et *Parole de mousse! Mon ABC-Mer du Québec* (Bayard, 2020).

Cette fois, l'autrice nous amène complètement ailleurs en proposant une incursion très intime dans sa vie et celle de sa fille, Rose, qui a participé au projet. Il s'agit de son premier recueil de poésie. « C'est né au moment où j'accompagnais ma grande fille, qui entrait dans l'adolescence. Les premières années ont été particulièrement houleuses, avec de l'anxiété sévère et des humeurs dépressives. L'écriture a été un moyen de continuer à respirer à travers tout ça; la pierre au fond de l'eau qui te permet de te hisser pour prendre ton souffle. J'avais besoin d'extérioriser tout ça, de me le sortir du ventre. »

Au départ, l'idée était tout simplement de coucher sur papier les hauts et les bas de ce nouveau quotidien. Aucun projet de publication n'y était associé; le pouvoir cathartique des mots guidant la plume de l'écrivaine à travers ce raz-de-marée d'émotions, sous forme d'un journal. « Quand ma fille m'a demandé ce que j'écrivais, je lui ai répondu que je ne savais pas trop, mais que c'était sur ce qu'on vivait. Quand elle l'a lu, elle m'a dit qu'elle voulait que d'autres puisse en faire autant. Elle a beaucoup souffert de se sentir incomprise et qu'on ne prenne pas sa souffrance au sérieux, parce qu'elle était à l'adolescence et que c'est difficile; les hormones, le secondaire, la COVID. Mais c'était beaucoup plus profond que ça. Ça a été long avant qu'on la prenne au sérieux. C'est pour sensibiliser les adultes aussi. »

En rassemblant les textes – écrits pendant

environ deux ans, pour la plupart sur un téléphone portable dans une salle d'attente ou à l'hôpital – le véhicule du récit poétique s'est rapidement imposé puisque malgré le format, l'histoire a une trame narrative en bonne et due forme avec un début et une fin. La puissance des images qui véhiculent les émotions se portaient également mieux en poésie. Le récit comprend des vers, des listes, des citations, des dialogues, une berceuse. L'écriture est toujours précise et efficace; sans artifice. « C'était la forme qui était à la hauteur de l'intensité que je vivais », résume l'autrice.

De son côté, Rose a été impliquée dans la sélection des textes, certains étant parfois trop intimes ou trop personnels. La maison d'édition du Noroît a par la suite embarqué dans le projet. Une version préliminaire de l'ouvrage avait préalablement été présentée au festival le Jamais lu en 2023, avec une mise en scène de Véronique Côté et trois comédiens, ce qui a permis d'en voir tout le potentiel.

Donner au suivant

Malgré quelques appréhensions au départ de partager un récit aussi intime au sein d'une communauté où tout le monde se côtoie, le duo mère et fille a plongé dans l'aventure. « On a décidé de faire confiance aux gens. Et on a eu raison. Depuis le lancement, ils ont été très respectueux et bienveillants. Il y a beaucoup de douceur autour de tout ça. Et surtout, il n'y a rien de gênant là-dedans. Ce sont des parcours difficiles et douloureux, mais on s'en sort et il y a une grande fierté! »

Pour Rose, trois années d'errance diagnostique ont abouti à un syndrome d'Asperger (ou autisme de haut niveau). Ce trouble du spectre autistique est plutôt rare chez la gent féminine. Il est très peu connu et rarement diagnostiqué. Depuis la parution de l'ouvrage, force est de constater que le duo a eu raison de partager leur récit. « Le nombre de témoignages que je reçois, c'est vertigineux, se surprend l'écrivaine. Des fois, juste de se sentir moins seul, ça peut être aidant; pour les parents aussi. Quand on parle de santé physique – et sans faire une gradation des souffrances – on dirait qu'on peut plus facilement en parler. Il y a moins de jugements, de tabous; plus d'ouverture qu'en santé mentale. Il y a vraiment un double standard. »

Le but est également de faire changer les choses, notamment en améliorant le nombre de ressources sur le terrain. Rose a dû être hospitalisée à trois heures de route de chez elle, dans une unité à sécurité maximale. « Tu as des jeunes suicidaires qui sont des plaies ouvertes;

souffrant comme c'est pas possible, qui sont gardés à travers de jeunes contrevenants, avec une approche d'intervention qui est la même ... C'était tellement inadéquat. Le milieu n'est pas adapté pour ça, clairement. Il faut améliorer les choses pour les prochains ados qui arrivent en détresse psychologique à l'hôpital », lance la mère, non sans émotions.

Et elle ne blâme pas les individus sur place, mais se questionne sur les choix de société et les ressources attribuées à la santé mentale des adolescentes. Les redevances de l'ouvrage seront d'ailleurs remises à la Fondation Jeune en tête, qui travaille en prévention et en sensibilisation de la détresse psychologique chez les adolescents de 12 à 18 ans, partout au Québec. « Ce sont des approches adaptées avant que ça se mette à déraper. C'est un travail fondamental qui doit être soutenu. C'est important pour nous de partager publiquement quelque chose d'aussi intime, qui serve à quelque chose de plus grand que nous. Qu'on fasse œuvre utile et qu'on contribue à notre petite manière à nous. »

Sans trop avoir peur de se tromper, sur ce point, il est possible d'affirmer que c'est mission réussie.

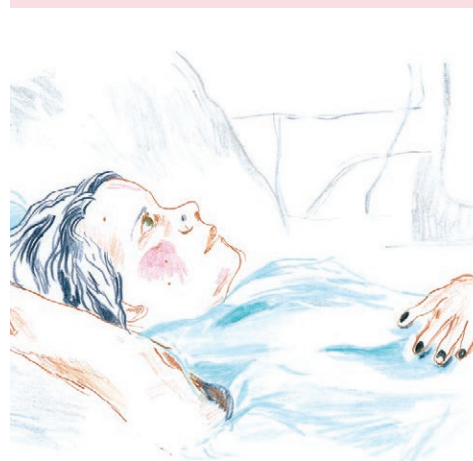


Émilie Devoe a procédé au lancement local de son ouvrage récemment à l'Auberge sous les arbres de Gaspé.

Photo: Jean-Philippe Thibault

EXTRAIT

Un lit dans la Baie



**L'ÉTOILE
TAILLÉE**
ÉMILIE DEVOE

Noroît

ils t'ont trouvé une chambre
à trois heures de route

je passe te souhaiter bonne nuit
sans pouvoir traverser la porte

une visite par jour, repos complet
j'éteins le moteur et le piano

le crachin perle sur la carrosserie
des heures supplémentaires

le grand H néon joue à la lune
je creuse des yeux le noir liquide

à ta fenêtre ton profil appliqué
ne rêve pas encore

un croquis? un mandala?
un collage? ta collation du soir?

dans ta chambre au cinquième
tu relies les couleurs
retrace tes contours



SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER
DE LA GASPÉSIE



SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER DE LA GASPÉSIE

La Société du chemin de fer de la Gaspésie déploie beaucoup d'efforts afin de concrétiser la réfection du chemin de fer jusqu'à Gaspé. Dans les prochaines semaines, les travaux sur la voie ferrée seront nombreux. Nous demandons à tous d'être vigilants aux abords des passages à niveau et de porter une attention particulière à tous les travailleurs ou équipements présents sur la voie ferrée. La sécurité est l'affaire de tous!